

Pour eux-mêmes, pour l'Europe, les Grecs doivent voter Syriza

Jean-Pierre Vesperini | 21/01/2015, 11:42

<http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/20150121trib44044c5e9/pour-eux-memes-pour-l-europe-les-grecs-doivent-voter-syriza.html>

En portant Syriza au pouvoir, les Grecs obtiendront une réduction de dette bien plus importante qu'en renouvelant Samaras. Ils pourraient contribuer à changer la donne en Europe, au point de pousser l'Allemagne à sortir elle-même de la zone euro. par Jean-Pierre Vesperini, Professeur agrégé des Facultés de droit et des sciences économiques

Le 25 janvier 2015, le peuple grec va procéder à un choix qui sera décisif pour lui-même comme pour l'ensemble de l'Europe. Ce jour-là, il devra choisir entre les partis qui soutiennent le Premier ministre, M. Samaras, et le parti Syriza. Voter pour le Premier ministre reviendra à choisir de continuer à appliquer la politique que M. Samaras a exécutée sous les ordres des gouvernements européens et du FMI. Sa politique a achevé de ruiner la Grèce. En effet, entre le moment où la crise grecque a éclaté, en 2010, et l'arrivée au pouvoir de M. Samaras, en 2012, les gouvernements successifs, déjà sous la houlette des gouvernements européens et du FMI, avaient fait chuter le PIB de la Grèce de 18 % en deux ans et augmenter le chômage de 600.000 personnes.

Une soumission aux gouvernements européens

En arrivant au pouvoir en juin 2012, M. Samaras a appliqué la même politique de soumission aux gouvernements européens et obtenu les mêmes résultats de baisse du PIB (- 5 % entre le second trimestre 2012 et le second trimestre 2014) et de hausse du chômage (+ 215.000 chômeurs supplémentaires). La chute dans la pauvreté s'est donc poursuivie en se ralentissant. Elle ne pouvait guère en effet continuer à un rythme aussi vertigineux. Et si les derniers chiffres montrent quelques signes d'amélioration (+ 1,2 % pour le PIB et - 7.500 chômeurs entre le 3ème trimestre 2013 et le 3ème trimestre 2014), il est clair que la Grèce est désormais ruinée et que, au rythme d'amélioration constaté aujourd'hui, il faudrait au moins dix ans pour revenir à une situation plus acceptable.

Un échec lié à des politiques erronées

L'échec de M. Samaras résulte des politiques erronées que lui ont imposées les gouvernements européens et le FMI dans le but que la Grèce puisse retrouver sa solvabilité budgétaire et rembourser les sommes que ces mêmes Etats et le FMI lui ont prêtées. Pour rétablir sa solvabilité budgétaire, ils ont imposé à la Grèce une politique d'austérité budgétaire draconienne conjuguée à une politique de déflation salariale destinée à compenser la surévaluation de l'euro pour l'économie grecque. La combinaison de cette politique d'austérité budgétaire et de déflation salariale a ruiné la Grèce sans pour autant rétablir sa solvabilité budgétaire tant il est vrai qu'une économie qui ne connaît ni croissance, ni inflation, et dont la dette est égale à 175 % de son PIB, est évidemment insolvable.

Mettre fin à l'austérité et réduire la dette

La Grèce ne peut donc sortir de ce cauchemar où l'ont plongée ces politiques erronées qu'en mettant fin à l'austérité et en obtenant une réduction de sa dette. C'est précisément le programme que souhaite appliquer le parti Syriza. C'est non seulement le programme que Syriza souhaite appliquer, mais c'est surtout, et c'est le plus important, le programme qu'il est aujourd'hui en mesure d'appliquer parce que, s'il gagne les élections, il obtiendra une réduction de la dette de la Grèce. Les gouvernements européens savent en effet que ne pas accorder de réduction de dette à la Grèce la contraindra à sortir de l'euro.

Aucun gouvernement ne souhaite voir la Grèce sortir de l'euro

Or aucun gouvernement européen ne souhaite voir la Grèce sortir de l'euro. D'abord, parce que tous les responsables de ces gouvernements ont lié leur sort politique au maintien à tout prix de l'intégrité de la zone euro. Une sortie de la Grèce serait pour eux un échec collectif et personnel qui mettrait leur carrière en péril. Ensuite, parce qu'une sortie de la Grèce engendrerait des pertes dont les contribuables de leurs pays, c'est à dire leurs électeurs, les rendraient responsables.

On notera d'ailleurs à cet égard que la chancelière allemande, pourtant habituellement fort avisée, a commis une erreur en commençant d'abord à sortir le bâton de la menace de l'exclusion de la Grèce de la zone euro, pour se faire ensuite désavouer par ses pairs et finalement se rétracter. Elle a ainsi permis à Syriza de se présenter en position de force à la table des négociations qui s'engageront s'il gagne les élections.

Dans ces conditions, l'intérêt du peuple grec est de voter pour Syriza plutôt que pour M. Samaras. Indépendamment du fait qu'il est urgent de mettre fin à une politique d'austérité aussi cruelle que contreproductive, il est certain que les Grecs obtiendront une réduction de dette beaucoup plus importante si leurs intérêts sont défendus pour M. Tsipras qui a fait de cette réduction l'un des points principaux de son programme plutôt que par M. Samaras qui, dans le sien, a soigneusement omis d'en parler.

Une économie sinistrée au sein d'une zone sinistrée

Mais le 25 janvier, les électeurs devront avoir conscience qu'ils ne sont pas seulement des citoyens grecs. Ils sont aussi des ressortissants de la zone euro. Or il est clair que, même si le programme de Syriza est préférable à celui de M. Samaras, même s'il pourra améliorer la situation du peuple grec par rapport à celle qui prévaut aujourd'hui, ce programme ne parviendra pas à assurer le retour au plein emploi et un niveau de vie satisfaisant si la zone euro ne retrouve pas elle-même la croissance.

Car la Grèce est une économie sinistrée qui appartient à une zone économique elle-même sinistrée. Et qui est sinistrée d'abord parce que les principes sur lesquels elle est fondée sont une négation des lois de l'économie politique et ensuite parce qu'elle applique des politiques erronées. Il faut en effet souligner que tous les pays de la zone euro à l'exception de l'Allemagne et de quelques pays qui lui sont liés, appliquent aujourd'hui

des politiques d'austérité budgétaire et de déflation salariale, même s'ils les appliquent à des degrés divers et jamais avec le degré de violence qu'elles ont atteint en Grèce.

Ni les Etats-Unis, ni le Japon, ni la Grande-Bretagne doivent avoir un déficit public inférieur à 3 % du PIB

En ce sens, si le peuple grec, en votant pour Syriza, rejette ces politiques et si son exemple est suivi par d'autres peuples lors des élections qui vont se dérouler cette année en Espagne et au Portugal, alors il donnera le signal d'un changement de la gouvernance budgétaire de la zone euro et mettra au rebut les règles budgétaires que la zone euro s'est donnée sous l'influence de l'Allemagne, mais qui ne sont justifiées par aucune théorie économique. Ni les Etats-Unis, ni le Japon, ni la Grande-Bretagne ne se sont donnés pour règle d'avoir un déficit public inférieur à 3 % du PIB ou un déficit structurel proche de 0. Pourtant, tous ces pays se portent mieux que la zone euro. Entre le point bas atteint en 2009, à la suite de la crise de 2007-2008, et le troisième trimestre 2014, les Etats-Unis ont connu une croissance de leur PIB de 13%, le Japon et la Grande-Bretagne de près de 10%, mais la zone euro de seulement 3,7%.

L'Allemagne, non satisfaite du fonctionnement de la zone euro, pourrait en sortir d'elle même

Si ce changement de gouvernance budgétaire se produit au moment où par ailleurs la zone euro inaugure, sous l'influence de la BCE, une politique monétaire entièrement nouvelle, alors il se pourrait que l'Allemagne, constatant que la zone euro n'est plus conforme à la conception qu'elle s'en faisait, et ne pouvant en exclure les pays qui risquent de lui coûter trop cher, décide d'en sortir elle-même. Le départ de l'Allemagne de la zone euro serait pour l'Europe la manière la moins douloureuse de se débarrasser de cette construction contraire à la logique économique qu'a été l'euro et de pouvoir ainsi retrouver la croissance.

C'est dire qu'en accordant ses suffrages à Syriza, le peuple grec peut changer le cours de l'Histoire en Europe